

LE JOURNAL DES ACTEURS DE L'ENGAGEMENT

carenews



Économie sociale et solidaire

LA GRANDE TRANSFORMATION

GRAND ANGLE

Recyclivre :
David Lorrain,
le coup d'après

PARCOURS

Soutenue par l'Adie,
Alexandra a pu ouvrir
sa boulangerie

STARTUP ESS

makesense : et si nous
vivions dans un monde
durable et inclusif ?

Diffuz

Petites actions pour grands défis



**Protégez la planète,
relevez des défis solidaires
sur [Diffuz.com](https://diffuz.com)**



Flavie Deprez & Guillaume Brault
FONDATEURS DE CARENEWS

« NOUS NE SOMMES PAS DES BISOUNOURS »

« il est possible de concilier développement économique et impact social... » Si vous vous intéressez à un demain durable, souhaitable, responsable ; à une économie sociale et solidaire ; au secteur de l'engagement et de l'impact... Vous avez déjà dû entendre ces phrases que ces entrepreneurs d'un genre différent prononcent inlassablement pour se défendre d'être des idéalistes ou pour convaincre leurs confrères de l'économie « classique ».

Depuis six ans, Carenews, le média des acteurs de l'engagement, voit émerger, en parallèle du secteur associatif, une manière d'entreprendre autrement, qui place le respect des hommes et de la planète avant la nécessité du profit et qui répond à des problématiques cruciales pour que demain soit meilleur. Associations, coopératives, entreprises à impact : nous les valorisons et nous les voyons grandir. Nous savons que c'est grâce à elles que l'on peut vraiment « *Changer la norme* », le podcast que Carenews leur consacre.

Après la sortie du **Top 50 de l'entrepreneuriat à impact**, nous sommes heureux aujourd'hui, toujours avec le soutien de BNP Paribas, de vous proposer ce Carenews Journal qui met en lumière l'ESS, les entrepreneurs sociaux et à impact. Et de vous faire (re)découvrir celles et ceux qui participent à construire la norme de demain !



David Lorrain,
LE COUP D'APRÈS

4



Économie sociale et solidaire
LA GRANDE TRANSFORMATION

6



STARTUP ESS
makesense
VERS UN MONDE DURABLE ET INCLUSIF

20



PARCOURS
Alexandra
SOUTENUE PAR L'ADIE

22

Agenda

24

Carenews Journal
OÙ NOUS TROUVER ?

26

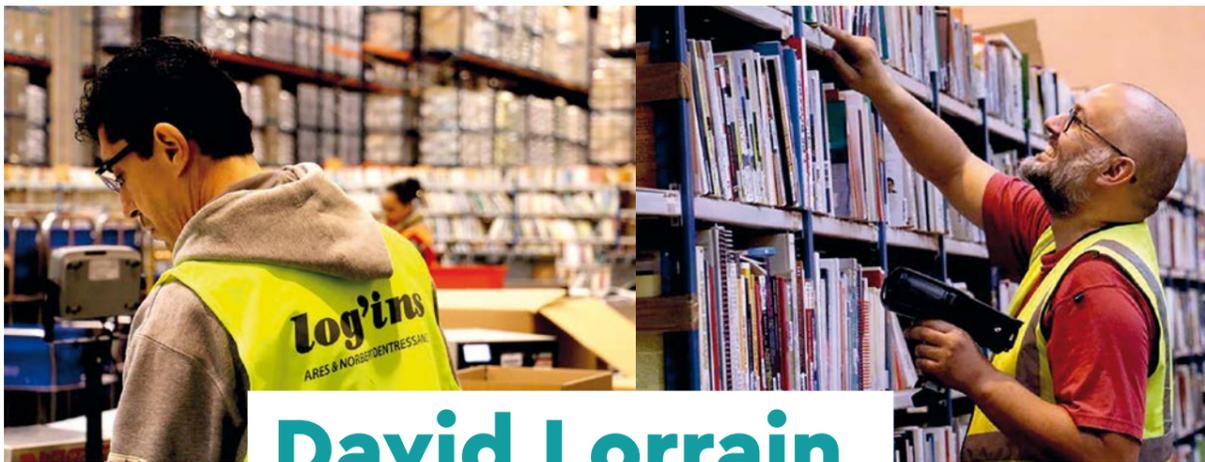
Diffuz, proposée par



Essentiel pour moi

◆ Inscrivez-vous sur [Diffuz.com](https://diffuz.com) ◆ Suivez-nous sur





David Lorrain, LE COUP D'APRÈS

Après avoir fondé en 2008 la société RecycLivre, David Lorrain veut aujourd'hui aller plus loin pour son business en l'étendant géographiquement et au-delà de l'ouvrage imprimé. Ce geek entrepreneur de 47 ans veut surtout convaincre les grandes entreprises du CAC 40 qu'il est possible d'allier business et impact social.



Il y a une douzaine d'années, lorsque l'entrepreneur

David Lorrain a lancé dans son garage RecycLivre, l'initiative détonnait. Le principe

de cette entreprise pionnière en la matière était simple : donner une seconde vie aux ouvrages en permettant à la société de venir les chercher gratuitement pour les stocker, les inventorier puis les revendre à bas prix. Avec désormais plus d'un million d'ouvrages en stock, une trentaine de salariés et près de 8 millions d'euros de chiffre d'affaires attendu pour 2020, RecycLivre est rentable, mais surtout s'engage socialement.

Se placer sur le créneau – porteur – de la seconde main

Pour réduire ses émissions de CO₂, les salariés de RecycLivre vont ainsi chercher en véhicule électrique les ouvrages et l'entreprise reverse directement 10 % de ses revenus nets générés par la revente des livres à des associations et des programmes d'action de lutte contre l'illettrisme. L'entreprise, qui est membre du mouvement 1 % For the Planet et certifiée B Corp, affiche sur son site le nombre d'arbres sauvés grâce à ce recyclage. De quoi rendre fier son président fondateur David Lorrain de ce « business qui allie l'impact sociétal – en termes de déve-

loppement durable et solidarité – et la rentabilité économique sans avoir touché une seule fois une subvention publique ou privée ».

Fort de ce constat et dans un contexte de prise en compte accrue des problématiques environnementales et de consommation, le dirigeant souhaite aller plus loin que le seul marché du livre. Sans toutefois vouloir dévoiler ce projet majeur prévu pour la fin 2021... À peine consent-il à expliquer qu'il s'agit du business de la « seconde main ». Pour l'ancien responsable de projets, geek depuis son plus jeune âge : « Notre enjeu pour RecycLivre est d'avoir plus d'impact à une échelle plus importante, que cela soit en nombre de



« NOTRE ENJEU POUR RECYCLIVRE EST D'AVOIR PLUS D'IMPACT À UNE ÉCHELLE PLUS IMPORTANTE, QUE CELA SOIT EN NOMBRE DE LIVRES ET DE PRODUITS OU DE PRODUITS DIFFÉRENTS. »

livres et de produits ou de produits différents ». La société qui a ouvert en 2019 un bureau à Madrid compte s'étendre à Barcelone et vise l'Italie en 2021 avant une possible expansion en Allemagne.

Convaincre les entreprises du CAC 40 d'avoir plus d'impact

Parallèlement, le dirigeant, qui a aussi fondé en 2018 la solution SaaS Bilberry.team destinée à la logistique, le transport et l'économie circulaire, veut convaincre les dirigeants des grandes entreprises de s'engager davantage dans la société. « Une de mes motivations est d'aller à la ren-

contre des entreprises du CAC 40 pour leur montrer que l'on peut faire des choses pour l'homme et la planète tout en gagnant de l'argent », explique celui qui a commencé sa carrière sur les marchés financiers à Londres. Concrètement, il compte pousser le sujet auprès du Mouvement IMPACT France (ex-Mouves) et a évoqué le dossier avec sa déléguée générale Caroline Neyron. Pour lui, les actionnaires de ces grandes entreprises peuvent faire pression sur les dirigeants pour insuffler un renouveau. Le dirigeant pense même aller au niveau européen pour faire émerger à des incitations fiscales, par exemple en fonction de l'engagement sociétal. Lors des Universités d'Été de l'éco-

nomie de demain organisées fin août, le Mouves avait proposé une série de mesures – notamment la conditionnalité d'aides de l'État à des engagements sociaux et écologiques – dans le cadre de #Nous-SommesDemain.

En tout cas, cet entrepreneur né, très marqué par « Liberté & Cie » du professeur Isaac Getz, un ouvrage qui défend la liberté du salarié pouvant être synonyme de succès pour l'entreprise, inspire d'autres entrepreneurs. À l'image de Jean Moreau, patron-fondateur de Phenix et nouveau coprésident d'IMPACT France qui le classe spontanément parmi ses « modèles » d'entrepreneurs. [👉](#)

Économie sociale et solidaire

LA GRANDE TRANSFORMATION



Antoine Sire
Membre du comité exécutif
et directeur de l'engagement
d'entreprise de BNP Paribas

Il y a maintenant plus de trois ans, face à l'augmentation des inégalités sociales et territoriales et à la nécessité d'une mobilisation générale pour le climat et l'environnement, BNP Paribas a décidé de faire de l'engagement d'entreprise un grand chantier de transformation, au même titre que la digitalisation de son activité. Nous avons alors intégré les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU à notre stratégie. Plus récemment, nous les avons aussi inscrits dans notre raison d'être.

Nous agissons particulièrement dans quatre domaines pour lesquels nous disposons de leviers forts, partout où nous opérons : la transition écologique et la protection de la biodiversité, l'inclusion des jeunes, des territoires et le développement de l'entrepreneuriat social et solidaire.

Il y a longtemps que notre groupe, en tant que banque au service de l'économie, a commencé à construire une relation forte avec l'économie sociale et solidaire. Dès 1993, nous avons soutenu l'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique) et encore aujourd'hui, nous sommes le premier refinanceur et mécène de cette banque associative qui joue un rôle essentiel pour l'inclusion sociale.

Par la suite, nous avons élargi notre soutien pour développer notre expertise de la microfinance dans le monde. Aujourd'hui, nous consacrons plus d'2 milliards d'euros au financement des entreprises sociales et de la microfinance, dans 33 pays.

En 2014, nous avons accéléré notre soutien aux entrepreneurs sociaux pour créer, en 2018, le programme Act For Impact : un accompagnement bancaire spécifique des entrepreneurs sociaux qui portent des solutions innovantes. Nous accompagnons d'ailleurs une nouvelle entreprise sociale sur quatre en France.

Côté produits, nous innovons pour faciliter et accélérer le développement des projets des entrepreneurs sociaux. Ainsi, en lien étroit avec les pouvoirs publics, nous structurons notamment des Contrats à Impact Social (CIS), un mécanisme de financement public-privé, destiné à favoriser l'émergence de projets sociaux innovants. Enfin, BNP Paribas a choisi de favoriser l'entrepreneuriat féminin. En France, une enveloppe de 2 milliards d'euros est allouée chaque année au financement d'entreprises dirigées par des femmes.

Toutes ces initiatives s'inscrivent dans notre volonté plus large de faire grandir l'écosystème de l'impact. Nous sommes ainsi membre du French Impact, lancé par le gouvernement en 2018, et

mécène fondateur de la Fondation la France s'engage qui promeut et accélère l'innovation sociale. Plus récemment, nous avons aussi noué un partenariat avec le Grameen Creative Lab du Professeur Yunus, qui vise à favoriser le développement de produits à impact positif au sein de la banque.

Aujourd'hui, l'ESS représente 10 % du PIB en France et la loi PACTE – qui consacre notamment la raison d'être et l'entreprise à mission – donne raison à tous ceux qui s'engagent depuis des années en faveur d'un impact positif. Dans la période de crise que nous traversons, le secteur porte en lui un formidable potentiel de transformation de notre économie en offrant des services de qualité et en innovant socialement ou technologiquement. De l'égalité des chances, à l'accès à l'emploi, de l'agriculture durable à la santé, tout en passant par la transition énergétique ou l'économie circulaire ; l'ESS recrée de la valeur et du lien social. Notre banque est et continuera d'être demain aux côtés des entrepreneurs qui font bouger les lignes et font advenir une société plus écologique et solidaire.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : LA GRANDE TRANSFORMATION

En quinze ans, le paysage de l'économie sociale et solidaire a fortement évolué à la faveur d'un rajeunissement de ses acteurs, d'une meilleure prise en compte de ses problématiques par les entreprises et les pouvoirs publics ainsi que de l'émergence dans la sphère publique de la figure de « l'entrepreneur social ». Aujourd'hui, tout le monde – ou presque – veut avoir de l'impact, un mot désormais devenu incontournable. La crise de 2020 et ses retombées vont-elles accélérer cette tendance ?

Et si l'année 2020, avec sa crise de la Covid-19 et ses graves conséquences, avait définitivement propulsé le champ de l'économie sociale et solidaire – en tout cas sa philosophie – dans le monde d'après ? Un monde où les notions d'impact, de résilience, de solidarité pour ne citer que quelques adjectifs, devenaient la norme et plus seulement l'exception ? Force est de constater en tout cas que les douze mois qui viennent de s'écouler ont accéléré une tendance de fond, celle de vivre une vie avec plus de « sens », plus altruiste aussi, où le profit n'est pas le moteur principal. Mais l'ESS – comme Rome – ne s'est pas faite en un jour... Le décollage a pris une petite quinzaine d'années, d'un paysage où figuraient surtout

les acteurs classiques du secteur – associations, fondations, mutuelles, coopératives – à l'essor de l'entrepreneuriat social qui a fait évoluer le secteur.

LE MITAN DES ANNÉES 2000, PÉRIODE CRUCIALE

Petit retour en arrière. En 2003, l'ESSEC est pionnière et crée une chaire d'entrepreneuriat social. En 2005, c'est l'organisation internationale Ashoka, créée en Inde en 1980 par l'américain Bill Drayton, qui a popularisé le concept d'« entrepreneuriat social » qui s'implante pour la première fois dans l'Hexagone. L'objectif : développer ce type d'entrepreneuriat en sélectionnant les acteurs

à plus fort potentiel. Progressivement, le secteur se structure en même temps que de nouveaux acteurs plus jeunes émergent. En 2010, le Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves) est officiellement créé. Jean-Marc Borello, le patron-fondateur du Groupe SOS qui a contribué à structurer le mouvement, en devient son premier président. Progressivement, de nombreuses nouvelles structures voient le jour avec une démarche entrepreneuriale sous-jacente. Pourtant, tout n'est pas facile et subsistent alors des incompréhensions quasi culturelles sur cette figure de l'entrepreneur social, mais aussi le social impact, le social business... « N'êtes-vous pas au fond qu'une capitaliste anglo-saxonne ? » est le type de réflexions qu'entendait par exemple



Phenix, la startup spécialisée dans la lutte contre le gâchis alimentaire et les invendus.

QUELQUES ENTREPRENEURS PEU NOMBREUX AU DÉPART ET SOUVENT ISSUS D'ÉCOLES DE COMMERCE DÉCIDENT DE DÉLAISSER LES CHEMINS CLASSIQUES POUR CRÉER DES SOCIÉTÉS QUI VEULENT ALLIER IMPACT SOCIAL ET RENTABILITÉ À L'IMAGE DE PHENIX.

à l'époque Cécile Galoselva à son retour en France après plusieurs années d'expatriation au Royaume-Uni. La jeune femme, qui occupait le poste de directrice des opérations de la startup Ethical Property, revenait dans l'Hexagone pour fonder ETIC – Foncière responsable, une structure qui crée, finance et gère des espaces dédiés aux acteurs du changement et se souvient encore du manque de compréhension à l'époque. Quelques entrepreneurs peu nombreux au départ et souvent issus d'écoles de commerce décident de délaissier les chemins classiques pour créer des sociétés qui veulent allier impact social et rentabilité à l'image de Phenix, spécialisée dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et créée en 2014 par deux jeunes trentenaires, Jean

Moreau et Baptiste Corval. De nombreux incubateurs, organisations et écoles nouvelles générations émergent. L'objectif est d'embarquer les citoyens dans l'aventure de l'entrepreneuriat social ou de faire émerger les talents de demain avec des mouvements comme makesense dès 2010 ou Ticket for Change lancée en 2014, des structures qui s'ajoutent aux plus anciennes comme l'américaine Enactus lancée dans l'Hexagone en 2002. D'autres encore veulent profiter de la volonté politique de développer le numérique tout en ayant une démarche sociale et tech, à l'image de Simplon.co, lancé en 2013 et devenu un réseau de Fabriques solidaires et inclusives proposant des formations gratuites aux métiers techniques du numérique.

UN SOUTIEN POLITIQUE RELATIVEMENT TIMIDE

Au niveau politique, les choses évoluent également, quoique timidement. Au printemps 2012, Benoît Hamon devient ministre délégué chargé de l'économie sociale et solidaire après la victoire de François Hollande à la présidence de la République. C'est un coup de projecteur sur ce secteur et le signe d'une volonté politique. « François Hollande est celui qui a sans doute fait le plus, mais il a peu fait », tempère toutefois Aymeric Marmorat, ancien directeur général d'Enactus France, depuis peu à la tête de sa propre structure d'accompagnement Civic Lab. Pour lui, ce sont surtout les

« À MON ÉPOQUE, NOUS ÉTIIONS QUATRE DE MA PROMOTION SUR QUATRE-CENTS À VOULOIR NOUS ORIENTER DANS CE SECTEUR, DÉSORMAIS C'EST 20 À 25 % D'UNE PROMO. »

ARNAUD MOUROT D'ASHOKA,
DIPLOMÉ DE L'ESCP EUROPE



L'association Rêv'Elles a aidé plus de 700 jeunes filles issues de milieux modestes à construire un projet professionnel.



collectivités territoriales qui sont motrices du changement au niveau politique. « Le politique peut aider à changer d'échelle, il permet d'amplifier, mais il est rarement à l'initiative », décrypte-t-il. La même année à Bruxelles, Michel Barnier, qui est alors commissaire européen chargé du marché intérieur et des services, indique que « L'Union européenne veut aider l'entrepreneuriat social à se développer ». Deux ans plus tard, Benoît Hamon fait adopter le 31 juillet 2014 la loi relative à l'économie sociale et solidaire qui définit le périmètre du secteur et intègre pour la première fois l'entrepreneuriat social aux autres familles qui composent traditionnellement l'ESS : les mutuelles, les coopératives, les fondations et les associations. Le futur candidat à la présidentielle de 2017 définit aussi pour la première fois la notion de subvention. Cinq ans plus tard, c'est sous le gouvernement du juppéiste Édouard Philippe que la

loi « PACTE » (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) offre aux entreprises la possibilité d'inscrire une « raison d'être ». Un vrai symbole.

CHANGEMENT GÉNÉRATIONNEL

Aujourd'hui, nombre de jeunes diplômés de grandes écoles veulent rejoindre ce secteur pour avoir un métier avec plus de « sens », une vraie évolution d'une génération à l'autre. Arnaud Mourot d'Ashoka, diplômé de l'ESCP Europe il y a vingt ans, ironise : « À mon époque, nous étions quatre de ma promotion sur quatre-cents à vouloir nous orienter dans ce secteur, désormais c'est 20 à 25 % d'une promo. » Aujourd'hui, certains lancent même leur structure pendant leurs études, à l'image de Solinum, l'association fondée par Victoria Mandefield pendant ses études d'ingénieure, qui vient en

aide aux précaires et exclus. Idem pour Théo Scubla qui a cofondé en 2015 Wintegreat – devenu each One – qui vient en aide aux réfugiés, alors qu'il avait seulement 20 ans ! Ce rajeunissement suscite également la fascination de certaines personnalités historiques du secteur. « Il y a une génération qui n'est plus une génération qui se lève par injustice, mais elle se lève par compétence. C'est la différence avec la génération d'avant qui venait d'une éducation populaire et civique, de vision de la société », raconte ainsi François Marty, président de la Foncière Chênelet qui vient en aide aux plus démunis à travers des maisons écologiques. Ce patron atypique de 66 ans, dont quatre décennies de militantisme, se dit « émerveillé de voir tous ces jeunes gens qui vont nous doubler ». Pourtant, Thierry Sibieude, professeur à l'ESSEC où il a cofondé en 2003 la chaire d'Innovation et entrepreneu-

riat social, met en garde quant à un éventuel clash générationnel : « Ce à quoi il faut être attentif, c'est que les uns – les historiques – ne voient pas les nouveaux comme des usurpateurs. Et que les nouveaux ne considèrent pas qu'ils sont le Nouveau Monde et qu'enfin avec eux les choses vont changer... » 2020, année charnière ? En tout cas, la crise de la Covid-19 n'épargne ni la santé de la population, ni celle des entreprises et encore moins celles issues de l'ESS, dont les modèles économiques sont pour certaines fragiles et qui se retrouvent en difficulté. Le gouvernement, qui a fait entrer cet été la députée LREM Olivia Grégoire au nouveau secrétariat d'État, promet 1,3 milliard d'euros à la rentrée au secteur associatif dans le cadre du plan de relance de 100 milliards annoncé par le Premier ministre Jean Castex.

QUAND LE SECTEUR S'ORGANISE POUR « PESER »

Mais en même temps, la crise révèle l'importance des thèmes portés par l'ESS depuis de longues années. 2020 est aussi celle des dix ans du Mouves, un anniversaire qui est l'occasion de rebattre les cartes. L'état-major est renouvelé avec comme nouveaux coprésidents Jean Moreau et Éva Sadoun, la fondatrice de LITA.co. La structure se rebaptise le Mouvement IMPACT France. L'objectif est de fédérer davantage, de peser sur le débat public et de représenter une alternative face au puissant Medef. La deuxième édition des « Universités d'Été de l'Économie de Demain » qui se tient à l'été 2020 insiste encore sur le rôle de ses acteurs à l'heure de la crise en rappelant l'importance du

collectif #NousSommes-Demain créé en 2018. Il faut dire que le nombre d'entreprises et structures de l'économie sociale et solidaire est désormais de 200 000 entreprises et compte 2,38 millions de salariés, soit près de 14 % des emplois privés en France !

LA CRISE DE LA COVID-19 ET LA NOTION D'IMPACT

Plusieurs acteurs reconnaissent en outre être vigilants sur l'utilisation du terme « impact » désormais repris partout, parfois seulement par opportunisme, par bon nombre d'entreprises avec une dérive possible autour du « greenwashing » ou « social washing ». « On commence à avoir des difficultés à trouver des projets de changement systémiques », reconnaît Arnaud Mourot



au sujet du recrutement de Fellows d'Ashoka. « Le défi est de montrer qu'on peut rester vertueux en restant petit », estime pour sa part Cécile Galoselva d'ETIC. Le cofondateur de Simplon.co, Frédéric Bardeau, veut pour sa part « faire grossir l'impact de Simplon.co sans faire grossir Simplon.co ». L'ESS jouera-t-elle un rôle majeur dans le monde

post-Covid ? « La crise a en tout cas augmenté considérablement la prise de conscience des limites de notre modèle actuel et de la vulnérabilité de notre société, indique le VP - Global Corporate Alliances and Changemaker Companies d'Ashoka. Je pense que ceux qui seront capables de montrer que les modèles de l'ESS peuvent être plus résilients

auront une belle opportunité. L'ESS peut être un poisson-pilote de ce mouvement-là », veut-il croire. Une opinion proche de celle d'Aymeric Marmorat de Civic Lab qui estime que s'il est trop tôt pour faire le bilan de cette crise, l'ESS et ses valeurs « peuvent être un idéal à atteindre ».

Quand la politique

ACCÉLÈRE L'ÉMERGENCE DE L'ESS



19 FÉVRIER 2001

La loi sur l'épargne salariale, dite la loi Fabius, rend obligatoire la présence d'au moins un fonds commun de placement d'entreprise solidaire (FCPES) pour les salariés, dans le cadre de leur Plan d'épargne retraite collectif (PERCO).

4 AOÛT 2008

La loi de modernisation de l'économie (LME), applicable au 1^{er} janvier 2010, prolonge l'obligation de présentation d'au moins un fonds solidaire dans tous les dispositifs de plan d'épargne entreprise (PEE) et interentreprises (PEI).

2012-2013

Le commissaire européen Michel Barnier évoque la nécessité d'aider l'ESS.

31 JUILLET 2014

Loi relative à l'économie sociale et solidaire.

2017

Le Lillois Christophe Itier, soutien précoce d'Emma-

nuel Macron, est nommé Haut-commissaire à l'Économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale. Il sera remercié en octobre 2020.

22 MAI 2019

Adoption de la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite PACTE qui permet notamment aux entreprises d'inscrire une « raison d'être ».

26 JUILLET 2020

La députée LREM Olivia Grégoire intègre le gouvernement en tant que secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable tandis que Sarah El Haïry, notamment co-autrice du rapport *La philanthropie à la française*, est nommée secrétaire d'État à la jeunesse et à l'engagement.

SEPTEMBRE 2020

Jean Castex annonce un plan de relance de 100 milliards d'euros, dont 1,3 milliard consacré au secteur de l'ESS.

1^{ère}
édition

TOP 50

de l'entrepreneuriat à impact 2020

carenews 

TOP 50

de l'entrepreneuriat
à impact 2020
carenews

1^{ère}
édition



Formation professionnelle et accès à l'emploi

01. each One
02. Ares
03. Simplon.co
04. WebForce3
05. Alter/Massage
06. ESPEREM
07. Make ICI
08. Baluchon



Accès à la santé et maintien de l'autonomie

01. Association Siel Bleu
02. Fonds pour les soins palliatifs
03. APA de Géant
04. Les Opticiens Mobiles
05. ipso santé



Lien social et lutte contre l'exclusion

01. Agence du Don en Nature
02. La Cloche
03. Hypra
04. Reconnect
05. Dons Solidaires
06. Association Entourage
07. Solinum
08. DUO for a JOB



Accompagnement et financement des entrepreneurs à impact

01. Adie
02. France Barter
03. Investir & +
04. AssoConnect
05. microDON



Consommation responsable

01. Label Emmaüs
02. Les Marmites Volantes
03. En direct des Éleveurs
04. Rutabago
05. Too Good To Go
06. Castalie
07. Altermundi
08. Yuka



Recyclage et réduction des déchets

01. Phenix
02. Moulinot Compost & Biogaz
03. RecycLivre
04. Lemon Tri



Accès au logement

01. Réseau Eco habitat
02. Foncière Chênelet
03. IML93



Égalité des chances en matière d'éducation

01. Énergie Jeunes
02. Enactus France
03. Réseau Môm'artre
04. Rêv'Elles



Agriculture durable et maintien de la biodiversité

01. EcoTree
02. myfood
03. Cueillette Urbaine



Transition énergétique

01. ETIC
02. Hek

DANS LES COULISSES DU « TOP 50 »

Pondération et méthodologie MESIS pour mesurer l'impact

Comment mesurer au mieux la notion d'impact ? Et surtout comparer avec objectivité des acteurs travaillant dans des domaines aussi variés que le logement, la santé ou encore la transition énergétique sans oublier la lutte contre l'exclusion pour n'en citer que quelques-uns. La chose n'a pas été simple pour ce tout premier « Top 50 de l'entrepreneuriat à im-

pact » et ses quatre partenaires : le média Carenews, BNP Paribas, l'ESSEC et le cabinet HAATCH. Alexis Krycève, le patron-fondateur de ce cabinet spécialisé en RSE, ironise d'ailleurs : « Plus on est entrés dans le projet, plus on a réalisé sa complexité alors qu'a priori on s'était dit que ce top 50 était un projet sympa, fun et qu'il serait simple à réaliser. »

Un processus de sélection robuste et une méthodologie basée sur la récolte de données

Pour mesurer cet « impact », les partenaires ont décidé d'utiliser « MESIS », pour « Mesure et Suivi de l'Impact Social ». Concrètement, un site a été créé et la collecte des données a duré 45 jours, jusqu'au 25 septembre 2020. Sur les 418 questionnaires entamés, 257 structures ont finalement été sélectionnées.

En ce qui concerne la méthodologie, un questionnaire a été établi avec une cinquantaine de questions « fermées » notées chacune sur un point et une trentaine

de questions sont restées « ouvertes ». Les questions notées font partie de cinq catégories « pondérées » selon leur importance dans la note finale. Il s'agit de la pérennité du projet (8 %), son impact (39 %), ses caractéristiques (23 %), son engagement (18 %) ainsi que ses pratiques responsables (12 %). Le comité de pilotage a ensuite examiné lors des délibérations les dossiers et plus précisément certaines réponses des candidats comme le « potentiel de changement d'échelle ».

Méthodologie

Critères d'éligibilité

Étaient éligibles à ce classement les structures :

- > Quel que soit leur statut juridique
- > Quelle que soit leur date de création
- > Quel que soit le nombre de salariés

Les projets devaient néanmoins avoir tout ou partie des bénéficiaires de leur impact en France.

Pour postuler, les candidats devaient au préalable choisir la catégorie d'impact correspondant à leur activité parmi les 10 catégories suivantes :

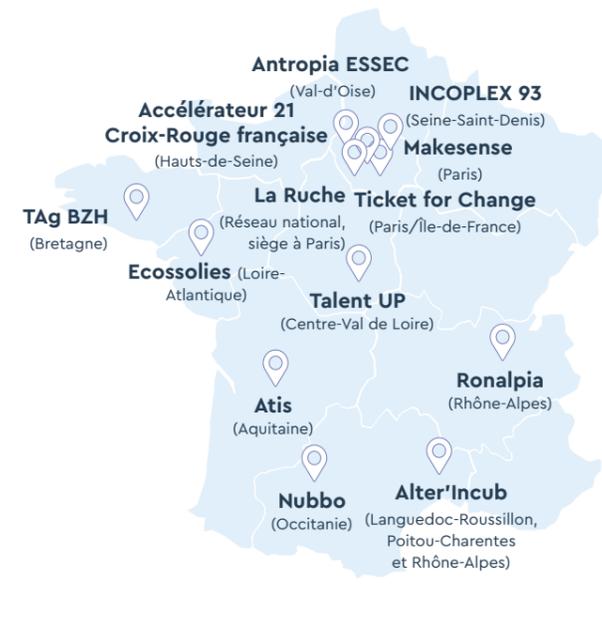
-  FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS À L'EMPLOI
-  ACCÈS AU LOGEMENT
-  ÉGALITÉ DES CHANCES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION
-  ACCÈS À LA SANTÉ ET MAINTIEN DE L'AUTONOMIE
-  LIEN SOCIAL ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

-  ACCOMPAGNEMENT ET FINANCEMENT DES ENTREPRENEURS À IMPACT
-  CONSOMMATION RESPONSABLE
-  RECYCLAGE ET RÉDUCTION DES DÉCHETS
-  AGRICULTURE DURABLE ET MAINTIEN DE LA BIODIVERSITÉ
-  TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Cela aura consisté en un mix entre des questions de pérennité, de robustesse, des questions de pertinence, de bénéfices pour les bénéficiaires et aussi de coopérations avec l'écosystème de pratiques responsables.

ALEXIS KRYCÈVE



« L'impact » pour les nuls (OU PRESQUE)



C'est un mot protéiforme qui séduit souvent, convainc les investisseurs... et parfois énerve même ! Alors, vous l'avez ? C'est évidemment celui d'impact, une notion très à la mode dans l'économie sociale et solidaire. Mais l'impact, c'est quoi au fond ? La question est vaste tant la notion prend une coloration importante quand elle est appliquée à ce secteur. Car le point commun de tous ses travailleurs est d'évoluer dans des structures qui mettent en pratique un certain nombre de valeurs fondatrices parmi lesquelles une gestion démocratique, autonome et indépendante des pouvoirs publics et des principes communs de solidarité et de responsabilité.

En somme, l'idée est d'avoir de l'impact sur la société et les citoyens, mais un impact social et environnemental. Cette notion d'impact social fut utilisée d'abord aux États-Unis dans les années 70 dans le cadre de recherches universitaires avant de se démocratiser dans les années 90 et d'être de plus en plus utilisée aujourd'hui. Cette ambition de « sens » chère aux structures

comme aux acteurs du secteur n'est pas encore la règle dans notre société, mais encore une exception. Dès lors pour se distinguer, il faut pouvoir mesurer cet impact, savoir comment les décisions et les actions ont des effets bénéfiques.

La chose n'est pas toujours simple pour mesurer cet « impact social » car il y a les éléments objectifs, facilement quantifiables, mais aussi ceux relativement subjectifs qui ne se mesurent pas ou très difficilement. Un exemple : une famille en très grande précarité vivant dans une « passoire énergétique » qui, grâce à une isolation majeure rendue possible grâce à la solidarité et l'énergie de structures de l'ESS, se reconstruit. Elle regagne de la dignité, une dynamique d'emploi et de la confiance en ses capacités de rebond... et abandonne aussi ce poster de l'extrême droite qui trônait dans l'habitation. Un détail peut-être, mais qui veut dire aussi beaucoup pour certains acteurs de l'ESS. « Il faut savoir créer parfois nos propres méthodes pour mesurer l'impact », sourit un ponte du secteur.

Pour ce qui est du quantifiable en revanche, plusieurs méthodes existent parmi lesquelles le retour social sur investissement (SROI) ou encore la méthode MESIS pour « Mesure et Suivi de l'Impact Social ». Des outils qui prennent de l'essor pour quantifier des résultats et qui s'annoncent cruciaux face à des investisseurs ou des parties prenantes. Plus généralement, l'émergence de la notion d'impact est allée de pair avec le développement rapide du secteur qui compte désormais plus de 200 000 entreprises en France soit 2,38 millions de salariés. Formulé autrement, cela signifie que ce secteur englobe plus de 14 % des emplois privés en France !

Signe que la notion est en vogue et s'est propagée à tout l'écosystème, de nouveaux concepts ont émergé comme l'investissement à impact social ou encore beaucoup plus récemment les contrats à impact social. Alors l'impact est-il le signe du succès ? Oui, assurément. Et comme le dit Michelle Obama : « Le succès ne se mesure pas à la quantité d'argent que vous gagnez, mais à l'impact que vous avez sur la vie des gens. »

INCUBATEURS À IMPACT : UNE OFFRE DIVERSIFIÉE QUI NE FAIT QUE GRANDIR

Hébergement, financement, expertise, formation, réseaux... Structure publique ou privée, l'incubateur accompagne les projets d'entreprises et/ou leur développement en leur fournissant des services. Le concept s'est développé à la suite de la loi sur la recherche et l'innovation (loi Allègre) de juillet 1999, dans le cadre de laquelle des incubateurs de la recherche publique ont été lancés. Des incubateurs spécialisés dans l'économie sociale et solidaire se sont ensuite créés. En 2008, l'ESSEC a ainsi lancé l'incubateur Antropia.

PLUS DE 50 INCUBATEURS À IMPACT

Sur environ 220 incubateurs, il y en aurait, selon le mouvement Tech for Good France (aujourd'hui intégré à IMPACT France), plus de 50 dédiés à l'impact sur le territoire, un chiffre qui ne fait qu'augmenter. Nationaux ou implantés en région, leurs programmes peuvent durer de quelques semaines à un an. Ils visent à faire émerger ou à développer une entreprise à impact social et/ou environnemental, et sont, pour ce faire, parfois spécialisés dans un domaine d'action (tech for good, solidarité...) ou destinés à certains profils d'entrepreneur-e-s (femmes, jeunes...). Proposant une multitude de services avec à la fois des ateliers collectifs en commun avec les autres incubé-e-s et un accompagnement personnalisé, ils peuvent être gratuits comme payants. Cer-

tains incubateurs, s'ils offrent un programme gratuit, proposent en outre des bureaux à louer. Les incubateurs à impact sont portés par un nombre lui aussi grandissant d'acteurs, allant des agences de développement économique, aux écoles et aux entreprises – et même aux associations, comme pour l'incubateur 21 de la Croix-Rouge française. Les entreprises peuvent sourcer des projets dans lesquels investir ou les intégrer à leurs parties prenantes et apportent aux incubés leurs expériences et leurs conseils pratiques. Le degré d'implication de l'incubateur dans l'entreprise à impact est également variable : Impact Track, entreprise agréée ESUS, de mesure et de gestion d'impact social et environnemental, rapporte ainsi que l'incubateur national 1Kubator effectue une prise de participation auprès de chaque startup qu'il accompagne.

VERS UNE LIGUE INTERNATIONALE DES INCUBATEURS D'ENTREPRISES SOCIALES ?

Ressources humaines et matérielles, mises en relation, accès aux anciens incubés... Les incubateurs apportent aux entrepreneurs à impact une mise en réseau clé, et créent un véritable esprit de communauté au sein des promotions et des programmes forcément décisifs pour les actrices et acteurs de l'économie sociale et solidaire en devenir. L'avenir des incubateurs à impact est donc au cœur des stratégies de déploiement de l'ESS. En juillet 2019, l'alliance mondiale pour l'économie sociale et inclusive Pact for Impact se donnait d'ailleurs, parmi ses objectifs prioritaires, la création d'une ligue internationale.



Label Emmaüs est une plateforme d'achat de produits d'occasion en ligne qui emploie des personnes en situation d'exclusion.

« POUR QU'IL Y AIT IMPACT, IL FAUT QU'IL Y AIT UNE VOLONTÉ DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ »

THIERRY SIBIEUDE,
PROFESSEUR À L'ESSEC, COFONDATEUR DE LA CHAIRE
D'INNOVATION ET ENTREPRENEURIAT SOCIAL



Professeur à l'ESSEC où il a cofondé en 2002 la chaire d'entrepreneuriat social avec Anne-Claire Pache, puis l'accélérateur d'entreprises Antropia ESSEC en 2008 avec Marie Trelu-Kane et le laboratoire d'évaluation et de mesure d'impact social en 2018 avec Élise Leclerc, Thierry Sibieude a été également très actif dans le domaine de l'automatisme. Ancien membre du Haut

Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, il fut par ailleurs vice-président du conseil général du Val-d'Oise.

LE MOT « IMPACT » REVIENT DE PLUS EN PLUS DANS LA SOCIÉTÉ. EFFET DE MODE OU VRAIE RÉVOLUTION ?

La communication autour de ce mot est à la fois formidable et catastrophique. C'est formidable parce que vous donnez une caisse de résonance à une idée ou une notion qui est absolument nécessaire. C'est aussi un outil de « social washing » parfait. Tout le monde peut se dire à impact. Pour moi, pour qu'il y ait impact, il faut qu'il y ait une volonté de transformation de la société. Pour l'ESS, l'un des enjeux c'est de montrer cette volonté de transformation et d'être en capacité de l'évaluer. 5

RETROUVEZ L'INTERVIEW COMPLÈTE
DE THIERRY SIBIEUDE DANS LE TOP 50
DE L'ENTREPRENEURIAT À IMPACT





makesense

ET SI... NOUS VIVONS DANS UN MONDE DURABLE ET INCLUSIF ?

Un monde où l'on arriverait à contenir le réchauffement climatique, à mieux répartir les richesses, à remplacer l'individualisme, la compétition et le consumérisme par la solidarité, l'action collective et la préservation des biens communs ? Un monde où l'imagination, la collaboration et la joie permettraient de trouver collectivement les ressources pour faire face aux crises et écrire un nouvel avenir ?



C'est à cette société que makesense aspire. Léa Zaslavsky, sa cofondatrice, nous explique plus en détail ce qu'est l'association.

Diplômée de l'ESSEC, c'est en devenant bénévole que Léa Zaslavsky a connu makesense en 2013. Cofondatrice de l'association, elle est également à l'origine du lancement de l'incubateur et, plus récemment, du fonds d'investissement makesense Seed I.

Fonds à impact, incubateur, réseau, conseil pour les entreprises... makesense, qui fête ses dix ans cette année, rassemble une communauté de citoyens engagés pour soutenir l'entrepreneuriat social dans sept pays. Depuis sa création, l'association a formé plus de

200 000 citoyens, accompagné 6 000 entrepreneurs ainsi que 200 organisations publiques, privées ou ONG.

DU VOYAGE À L'ASSOCIATION

« Au départ makesense, c'est un voyage », durant lequel ses deux cofondateurs Leila Hoballah et Christian Vanizette partent à la rencontre d'entrepreneurs sociaux aux quatre coins du monde. L'idée, grâce à Facebook, est de faire connaître ces initiatives et de « connecter ces entrepreneurs avec les citoyens ».

La machine est lancée, et c'est tout naturellement que d'autres projets voient le jour. Aujourd'hui, makesense propose trois principaux programmes : pour les citoyens, pour les entrepreneurs

et pour les organisations — partenaires publics, privés ou ONG.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRENEURS SOCIAUX ET LES ORGANISATIONS

Lors d'un voyage avec la chaire philanthropie de l'ESSEC, Léa Zaslavsky a l'idée d'un incubateur. Initialement, il avait vocation à faire le lien entre la tech et l'ESS : « Je ne comprenais pas pourquoi c'était Uber ou Airbnb qui changeaient le monde et pas les entreprises sociales », explique-t-elle.

makesense développe en parallèle des méthodes d'intelligence collective et de créativité qui séduisent les entreprises. Une nouvelle activité, sous une structure commerciale pour « éviter le mission drift, c'est-à-dire le fait que [sa] mission

initiale puisse dériver ». Une étape importante puisque cette évolution a permis à makesense d'établir son modèle économique, qui repose à 80 % sur du financement privé, dont 60 % en prestations d'accompagnement à ces organisations.

UN FONDS D'INVESTISSEMENT POUR DES PROJETS À IMPACT

Pour un accompagnement à 360 degrés des entrepreneurs, makesense a lancé en 2019 le fonds d'investissement Seed I :

« L'ambition d'impact est souvent très présente au démarrage d'un projet et le plus dur est de la tenir dans la durée. Lorsqu'on commence à avoir des investisseurs qui pensent à la rentabilité, à la croissance et aux bénéfices, il est important d'avoir un contre-pouvoir dans

son capital. Il permet de penser à la croissance de l'impact ou encore au nombre de vies impactées. Avec ce fonds, on a souhaité aider les entrepreneurs dans leur gouvernance et en étant un garde-fou dans la durée des projets. »

DÉCOUVREZ LE PARCOURS DE LÉA ZASLAVSKY ET LE DÉVELOPPEMENT DE MAKESENSE DANS LE PODCAST CHANGER LA NORME (S05E1).

makesense en chiffres :



LES ENTREPRENEURS SOCIAUX SONT-ILS COMME LES AUTRES ?

La réponse en écoutant "CHANGER LA NORME", le podcast de Carenews qui donne la parole aux acteurs de l'engagement.

Les entrepreneurs sociaux se défendent d'être des bisounours, les héritiers de Gandhi ou de doux rêveurs. Chez Carenews, nous en sommes convaincus. Et nous savons aussi que pour changer la norme, il faut se parler normalement et aborder sans langue de bois les vrais sujets : *business model*, rapports avec les pouvoirs publics, relations humaines, commercialisation, cadre juridique, financements...

Écoutez sur soundcloud, itunes, spotify, deezer etc. et partagez !

- EMMANUEL BENTEJAC Wenabi
- GRÉGOIRE BLEU UpCycle
- MATTHIEU DARDAILLON Ticket for Change
- SAID HAMMOUCHE Mozaïk RH
- HORTENSE HARANG Fleurs d'ici
- AUGUSTIN JACLIN Lemon tri
- LOUIS JACQUOT Les cuistots migrants

- JEAN MOREAU Phenix
- HUBERT MOTTE La vie est Belt
- VULFRAN DE RICHOUFFTZ PANAFRICA
- ÉVA SADOUN LITA.co
- THIBAUT DE SAINT BLANCARD Alenvi
- MAUD SARDA Label Emmaüs
- THÉO SCUBLE eachOne

Soutenue par l'Adie, ALEXANDRA A PU OUVRIR SA BOULANGERIE TRADITIONNELLE

Alexandra a inauguré son fournil Mémé la Boulange à quelques kilomètres de Tours, en janvier 2020. Tous les matins, elle se lève aux aurores pour préparer ses pains au levain cuits au feu de bois. « Une boulangerie à l'ancienne », comme elle aime la décrire. Tous ses produits sont bio et proviennent de producteurs locaux : « C'est un petit réseau, on se connaît tous. »

Mémé la Boulange ne s'est pas construite en un jour : « Cela ne se fait pas du jour au lendemain, entre l'idée et l'inauguration, il s'est passé trois ans. »

« Je ne me retrouvais plus du tout dans mon environnement professionnel »

Tout est né de l'envie de « changer d'univers ». Alexandra était auparavant éducatrice de jeunes enfants. « Je ne me retrouvais plus du tout dans mon environnement professionnel », raconte-t-elle. Au fil des rencontres, avec des personnes du « milieu alternatif », des boulangers, l'idée mûrit et elle saute le pas en s'inscrivant à une formation en boulangerie : « J'ai essayé de trouver des organismes qui pourraient m'ai-

der à financer ma formation, mais cela n'a pas fonctionné. J'ai donc dû financer ma formation moi-même. »

Son CAP boulangerie en poche, elle travaille ensuite durant six mois en tant qu'ouvrière boulangère pour apprendre le métier. Après quoi elle entame enfin les démarches pour créer son fournil traditionnel. C'est là qu'elle se heurte à de premiers obstacles : le financement d'un projet.

« Les banques refusaient de m'accorder un prêt »

Une fois le projet ficelé, les partenaires et producteurs trouvés, Alexandra lance une campagne de financement participatif. Au total, elle collecte plus de 5 000 euros, sur un objectif initial de 4 000 euros,

après de 98 contributeurs. Le projet plaît ! La somme récoltée lui permet d'engager ses premiers investissements dans le matériel, mais ce n'est pas suffisant.

Elle se rapproche alors du système bancaire pour demander un prêt bancaire, qu'on lui refuse, car elle est en commission de surendettement : « Ils ne regardent même pas le dossier, ils disent simplement que cela ne respecte pas le protocole. Je trouve dommage de s'arrêter à cela lorsque les projets tiennent la route. »

Le soutien de l'Adie

C'est par son « réseau d'entrepreneurs » qu'Alexandra découvre l'Adie : « Quand j'en parlais autour de moi, on m'a dit : "il existe un organisme qui peut sans doute t'aider !" ». Elle se rapproche donc de l'Adie, qui lui accorde un prêt lui permettant alors d'acheter son four à bois. Tout se débloque et elle peut enfin lancer Mémé la Boulange. L'Adie propose également aux jeunes entrepreneurs un accompagnement, mais Alexandra n'en avait pas besoin.



Janvier 2020. Mémé la Boulange vend ses premiers pains bio. Peu de temps après, le confinement est annoncé : « J'ai vraiment pensé que j'allais fermer, mais finalement, cela m'a presque permis de me propulser. J'étais dans l'alimentation, j'ai vraiment eu de la chance. » Alexandra a d'ailleurs embauché sa première apprentie en septembre. 🍞

« Quand j'en parlais autour de moi, on m'a dit : "il existe un organisme qui peut sans doute t'aider !" »

Les dates clés de l'Adie



Mobiliser son entreprise pour l'intérêt général n'a jamais été aussi simple.

Grâce à notre plateforme, proposez des centaines d'actions à impact positif à vos équipes.

vendredi.cc



Adie
entreprendre, c'est possible !

Depuis 1989, l'Adie est une association reconnue d'utilité publique qui défend l'idée que chacun, même sans capital, même sans diplôme, peut devenir entrepreneur s'il a accès au crédit et à un accompagnement.



— LE SAVIEZ-VOUS ? —

Emploi et ESS



84 843

emplois créés par
les entreprises de l'ESS
entre 2010 et 2019

SOIT UNE CROISSANCE TOTALE DE + 4,5 %
DES POSTES SUR L'ENSEMBLE DE
LA PÉRIODE, MALGRÉ UN REPLI
OBSERVÉ EN 2017 ET 2018.



2,4 MILLIONS

de salarié.es dans le domaine
de l'économie sociale
et solidaire

SOIT PLUS DE 14 % DE L'EMPLOI
SALARIÉ PRIVÉ ET PLUS DE 220 000
ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS
SOUS LA FORME D'ASSOCIATIONS,
DE COOPÉRATIVES, DE MUTUELLES
ET DE FONDATIONS.



52 500

postes perdus en un an
dans le secteur de l'ESS
entre juin 2019 et juin 2020

PENDANT LA PANDÉMIE LIÉE
À LA CRISE DE LA COVID-19.



15 000

associations ont eu recours
au fonds de solidarité
pour seulement 1 %
des crédits alloués.

Source : note de conjoncture de l'Observatoire
national de l'ESS.



— AGENDA —

Des événements à ne pas manquer !

MARS

- 8 Journée internationale pour les droits des femmes
- 11 Journée nationale de l'audition
- 16-18 Conférence de fundraising pour l'ESR
- 17-20 Talents for the planet
- 18 Journée mondiale du recyclage
- 21 Journée internationale de lutte contre le racisme
- 21 Journée internationale des forêts
- 22 Journée mondiale de l'eau

AVRIL

- 2 Journée mondiale de l'autisme
- 6 Webinaire Carenews (COMMUNICATION NUMÉRIQUE)
- 7 Journée mondiale de la santé
- 12 Journée internationale des enfants en situation de rue
- 22 Journée mondiale de la Terre

MAI

- 8 Journée mondiale de la Croix-Rouge
- 11 Journée mondiale des espèces menacées
- 13 Webinaire Carenews (ÉCRITURE WEB)
- 17 Journée de lutte contre l'homophobie
- 22 Journée mondiale de la biodiversité
- 27-29 ChangeNOW 2021

JUIN

- 8 Journée mondiale des océans
- 15 Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées
- 16-17 Deauville Green Awards
- 20 Journée mondiale des réfugiés
- 22-25 Séminaire annuel de l'Association Française des Fundraisers



CEUX QUI FONT



Le podcast de Carenews qui vous fait découvrir en 10 minutes les associations.

Ces porteurs de projets vont à la rencontre des plus vulnérables, restaurent le lien social, maintiennent un équilibre même précaire ou luttent tous les jours contre les diverses inégalités.

Découvrez leurs actions quotidiennes
et comment les aider en écoutant #CEUXQUIFONT !

Écoutez sur *soundcloud*, *itunes*,
spotify, *deezer* etc. et partagez !

- Adie
- Banques Alimentaires
- Ikambere
- La Cloche
- Make.org
- Solidarité Environnement Insertion
- Surfrider Europe
- ZupdeCO

carenews

Suivez le média des acteurs de l'engagement pour tout savoir sur l'ESS, la responsabilité sociétale, l'impact et le mécénat...

carenews.com



Découvrez les 50 lauréats

Le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact vise à valoriser, récompenser et faire connaître les entrepreneurs et les structures qui œuvrent pour un demain meilleur et pérenne.

ow.ly/XjMV50Dp2Hw

1^{ère} édition



OÙ TROUVER Carenews journal

-  Dans toutes les jardinerias Truffaut
-  Dans les événements du secteur du mécénat et de la philanthropie
-  Dans votre boîte aux lettres, pour les abonnés
-  Dans les hauts lieux de l'ESS : Les Canaux, La Ruche, La Recyclerie, Ground Control, Makesense, Le Social Bar, Le Philanthro-Lab...



Crédits photographiques

Dons Solidaires, Recyclivres, BNP Paribas, Phenix, Rêv'Elles/Chloé-Vollmer, Label Emmaüs/Welcome to the Jungle, makesense, Adie, Ktyellow, iStock et images libres de droit, (DR.) droits réservés.

Carenews Journal n°16, édité par Univercast, SAS au capital de 99 000 €
4 Villa Clapeyron 78100 Saint-Germain-en-Laye
RCS Versailles B 788 999 977 | Tél. : 09 72 42 00 43

Président-fondateur :
GUILLAUME BRAULT

Directrice générale - fondatrice
et directrice de la publication :
FLAVIE DEPREZ
FLAVIE.DEPREZ@CARENEWS.COM

Ont contribué à ce numéro :
PIERRE-ANTHONY CANOVAS, CHRISTINA DIEGO, LISA DOMERGUE, DELPHINE HOUEL, BASILE NOTTIN, MÉLISSA PERRAUDEAU

Direction artistique : **JULIE MARIE**

Impression :
IMPRIMERIE LÉONCE DEPREZ
© Carenews Journal, 2021

Dépôt légal :
FÉVRIER 2021
ISSN 2490-7715

Parution :
HIVER 2021

Rejoignez la communauté !

 Carenews_com  Carenews  Carenewscom

ACCÉDEZ
À 20 000
CONTENUS

SUIVEZ
+ DE 1 000
ACTEURS
DE L'ENGAGEMENT

REJOIGNEZ NOS
80 000
VISITEURS UNIQUES
PAR MOIS





Associations et entrepreneurs à impact,
**PARCE QU'ENSEMBLE NOUS SOMMES
PLUS FORTS, BNP PARIBAS CONTINUE
DE VOUS SOUTENIR.**

**ACT FOR IMPACT⁽¹⁾ : LE PROGRAMME DE BNP PARIBAS
DÉDIÉ À L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

- Financier d'un entrepreneur social sur 4.
- 150 chargés d'affaires référents dans toutes les régions.
- Une politique spécifique de crédit : 25 millions d'euros investis dans des fonds d'investissement à impact.

Pour plus d'informations, contactez votre chargé d'affaires BNP Paribas ou RDV sur banqueentreprise.bnpparibas/actforimpact⁽²⁾

© Getty Images.

Ne pas jeter sur la voie publique. Imprimerie certifiée ISO 14001 - PEFC, FSC et labélisée Imprim' Vert.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

(1) Offre réservée aux clients agissant pour des besoins professionnels.

(2) Coût de connexion selon opérateur.